

Pourquoi la CGT combat l'extrême droite

Le Front National est le parti de la démagogie. Ses pratiques font fi de toute honnêteté intellectuelle et éthique. Jean-Marie Le Pen accuse les autres de mentir et d'être démagogues. Alors que son discours est profondément démagogique et mensonger.

Dans le discours du FN les mots changent en fonction des circonstances, du climat politique et social, de l'audience (mais les idées demeurent fondamentalement inchangées). C'est ce qui explique qu'aujourd'hui 30 % des Français déclarent leur accord avec tout ou partie des propositions du Front National. C'est ce qui permet de comprendre aussi la nouvelle perméabilité des propositions entre la droite classique et l'extrême droite.

Le parti lepéniste mise sur les peurs et nourrit la haine. Il ne veut pas d'une France plus solidaire ; il veut une France où les capitaux français auraient davantage de libertés d'exploiter les travailleurs français. Il est donc légitime que les syndicalistes combattent ces idées avec la plus grande détermination.

Une stratégie de manipulation à quatre facettes

Pour cette campagne présidentielle, le parti lepéniste met en œuvre une stratégie à 4 facettes.

1°) Le FN surfe sur les souffrances de la population et récupère des mots et des expressions qui parlent à la population et notamment aux plus démunis, pour les vider de leur contenu et pour camoufler les idées antisociales de l'extrême droite.

Exemple : Le Pen jette des larmes de crocodile pour la faiblesse du pouvoir d'achat ; mais il s'oppose à la hausse du SMIC. En revanche, il propose que l'Etat prenne en charge la part salariale des cotisations sociales à hauteur de 200 euros jusqu'à 1,4 fois le SMIC. Le cœur de Le Pen ne bat pas pour les travailleurs ; sa proposition vise en fait à réduire le coût de la main d'œuvre pour les entreprises. De plus, elle accentue le déséquilibre des comptes sociaux et conduit à une dégradation de la qualité des services, ce qui pénalise avant tout les travailleurs et leur famille.

Le Pen veut aussi récupérer le thème d'insécurité sociale et le débat ouvert, notamment par les organisations syndicales, sur la réalité et la pertinence des chiffres du chômage annoncés par le gouvernement.

Cette récupération est scandaleuse. Le parti lepéniste ne veut pas développer les droits sociaux. Au contraire, il veut accélérer la déréglementation et réduire les dépenses publiques socialement et économiquement utiles pour augmenter les avantages pour le capital et les hauts revenus. Si elles étaient appliquées, les politiques qu'annonce le FN aggraverait encore plus les difficultés auxquelles sont confrontées notamment les catégories sociales les plus modestes.

2°) Le Pen présente tous les autres mouvements politiques et sociaux comme faisant partie d'un seul ensemble dont les pratiques léseraient la France en général et particulièrement les catégories sociales les plus défavorisées. D'où ses attaques frontales contre la gauche et la droite qui, selon lui, n'auraient fait autre chose que de mentir aux Français depuis 30 ans.

Dans la même lignée, il prétend que tous les partis politiques auraient les « mains sales » sauf le FN. Pourtant la gestion des municipalités par l'extrême droite est marquée par des actes condamnés par les tribunaux : corruption, ségrégation raciste, atteinte aux libertés individuelles et collectives, recul culturel...

3°) Le Pen cherche à se libérer de son image véhémence et agressive. Il s'efforce d'utiliser un langage moins dur pour donner une tonalité apparemment plus sociale aux discours de l'extrême droite. Mais la véhémence est consubstantielle à l'idéologie de l'extrême droite.

Exemple : « *Les Français ont raison d'avoir peur!* ». « *On a peur dans la rue, on a peur au travail, on a peur à table* ». Selon lui « *la première raison de cette insécurité réside dans l'immigration... Si nous continuons comme ça, nous serons submergés* ».

On peut aussi citer comme exemple les récents propos de Le Pen concernant les attentas du 11 septembre. On ne peut pas nier un crime au nom du fait que d'autres crimes sont commis. Sous prétexte que des milliers de gens meurent en Irak depuis l'invasion américaine, Le Pen cherche en fait à légitimer le dictateur Saddam Hussein, responsable de la mort des milliers d'innocents, et avec qui il avait des relations amicales.

4°) Enfin, Le Pen veut profiter du non au projet de la constitution européenne pour justifier sa vision ultranationaliste et chauviniste. Il veut une Europe de « *peuples de civilisation chrétienne* » qui n'est autre chose que la traduction de la thèse de « *conflit des civilisations* » que George Bush applique en Irak par exemple.

Sept dangers du programme du Front national

Le Pen attaque verbalement le MEDEF et le libéralisme économique ; mais son programme est fondé sur cette doctrine et correspond aux revendications du MEDEF. Le FN veut renforcer la liberté d'exploitation des travailleurs et accroître les cadeaux au capital. Il veut aussi augmenter les dépenses militaires et sécuritaires et en même temps réduire le déficit budgétaire, ce qui se traduit par une diminution des dépenses publiques socialement et économiquement utiles. Son programme comporte sept dangers.

1/ La remise en cause des acquis sociaux au profit du capital

Le FN est le défenseur du capitalisme ; la seule différence avec le MEDEF est qu'il y ajoute une sauce de nationalisme et de poujadisme : il défend un « *capitalisme éclairé, sans ses dérives ultra mondialiste et financière* ».

Dans cette perspective, il veut « *supprimer les contraintes administratives et fiscales superficielles qui pèsent sur la création d'entreprise et sur l'embauche* ». Il défend la flexibilité du temps de travail, veut abroger les 35 heures et s'oppose au droit de grève qualifié de « *désuet* ».

Le Pen veut supprimer toutes les mesures obtenues grâce aux luttes et visant à protéger les salariés et à imposer aux directions d'entreprises un comportement plus responsable vis-à-vis des salariés et des territoires. C'est pourquoi le discours lepéniste fait le silence total en matière de profits. En revanche, il veut les augmenter davantage en multipliant les cadeaux aux entreprises : allègements de cotisations sociales, réduction de l'impôt sur les sociétés...

2/ Une volonté de mettre en opposition les salariés des secteurs privé et public

Le FN mise sur les différences des situations entre les secteurs public et privé pour remettre en cause les acquis sociaux. « *Il faut bien le dire, les agents publics bénéficient de privilèges exorbitants (...) Ceux-là sont les grands privilégiés de la retraite. Les salariés du privé paient trois fois plus de cotisations pour toucher moitié moins que les agents des grandes entreprises publiques. Le pire, c'est qu'en raison du déséquilibre démographique de ces régimes, c'est l'impôt qui finance ces avantages, et non les cotisations des agents !* »

Le Pen s'oppose à la retraite à 60 ans. Son projet vise bien à abaisser les droits pour tous salariés, dans le privé comme dans le public. Dans cette perspective il propose :

- le développement des formes caritatives de solidarité. La Sécurité sociale assurerait le minimum. Tout le reste serait laissé à la charge des ménages ;
- la possibilité de créer des institutions sociales à caractère privé notamment pour les retraites et la maladie venant en concurrence avec la Sécurité sociale. Le FN veut « *encourager des systèmes de retraite complémentaire par capitalisation permettant l'émergence de fonds de pension français* ». Contrairement à cette vision lepéniste des fonds de pension, le problème fondamental de ces fonds est qu'ils cannibalisent le régime par répartition, quelle que soit leur « nationalité ».

3/ Un discours ségrégationniste qui dissimule les vraies causes du chômage

Le Front National préconise d'instaurer une « *préférence nationale* » sur le marché du travail : « *Il faut qu'à compétence égale, les emplois soient réservés prioritairement à nos compatriotes* ».

Il propose de taxer l'emploi des travailleurs immigrés et d'établir des droits sociaux différents de ceux des nationaux.

Le FN fait le silence total sur le fait que la présence des immigrés, y compris les clandestins, arrange le patronat. Sa proposition s'inspire d'un argument totalement infondé selon lequel les immigrés seraient responsables du chômage. Il n'y a pourtant pas de relation de cause à effet entre la présence des immigrés et le chômage (voir plus loin). Par ces idées fallacieuses, le Front National veut dissimuler la vraie cause du chômage qu'est la course à la productivité et aux profits.

Selon Le Pen les étrangers seraient aussi à l'origine du déficit de la Sécurité sociale. Il veut donc réserver les aides sociales et les allocations familiales aux seules familles françaises.

Sous couvert de défendre les droits sociaux pour les nationaux, le Front National crée en fait les conditions d'une déstabilisation plus grande du système existant. De plus, l'octroi de droits réduits aux immigrés apporterait au patronat une main-d'œuvre bon marché taillable et corvéable à merci. On transformerait la population immigrée en machine de guerre contre les droits sociaux, les grilles de rémunérations et le SMIC.

4/°Une pression accrue sur les ménages à revenu modeste à cause des cadeaux promis aux riches

En matière de fiscalité, les mesures préconisées par Le Pen sont particulièrement régressives et en même temps offensives contre les salariés et les ménages à revenu modeste.

Aux riches et aux entreprises, il promet :

- réduction de et à terme suppression de l'impôt sur le revenu ;
- réduction des droits de succession ;
- réduction et suppression à terme de l'ISF ;
- suppression des prélèvements sur les plus-values boursières ;
- baisse de l'impôt sur les sociétés ;
- suppression de la taxe professionnelle.

Les moindres recettes fiscales doivent être compensées de deux façons. D'un côté par l'augmentation d'autres impôts et taxes, notamment la TVA car le FN propose d'augmenter les droits de douane soi disant pour protéger l'économie contre la concurrence des pays à bas salaires. De l'autre, par la réduction des dépenses économiquement et socialement utiles.

Les ménages à revenu modeste seront donc doublement pénalisés et doivent supporter les coûts des cadeaux promis aux riches.

5/ Un repli national qui menace l'emploi

Selon Le Pen, les gouvernements successifs « *ont bradé la souveraineté nationale à l'Europe de Maastricht, ouvrant le pays à la déferlante migratoire et à la concurrence sauvage du mondialisme.* ». D'où 3 propositions du FN : l'arrêt de l'immigration, l'augmentation des droits de douane et la limitation des importations.

Ces propositions traduisent en fait une politique autarcique, qui ne peut que provoquer l'appauvrissement de la France et son isolement.

La limitation des importations et la hausse des droits de douane conduisent, au bout du compte, à majorer le prix des produits consommés et à réduire le pouvoir d'achat, ce qui pèse sur l'activité et l'emploi.

D'autre part, ces mesures ne manqueraient pas de susciter des dispositifs de rétorsion de la part de nos partenaires, ce qui limiterait nos exportations et se traduirait par une détérioration de la situation de l'emploi.

Le discours du Front National sur « *la concurrence sauvage du tiers monde* » est d'autant plus démagogique que, dans l'ensemble, le commerce de la France est excédentaire vis-à-vis de la plupart de ces pays, Afrique et Moyen-Orient particulièrement.

6/ La fin de toute ambition nationale

L'appel à l'État sécuritaire est omniprésent. Il s'agit, dans l'esprit du FN, d'un État fort, voire d'un régime policier. Dans cette perspective, le FN veut accroître les dépenses militaires et sécuritaires, établir une « *présomption de légitime défens pour les forces de l'ordre* », construire 75 000 nouvelles places de prisons, faciliter l'accès à la fonction publique pour les jeunes ayant fait leur service militaire (il prévoit *un service militaire volontaire de 6 mois*).

Pour être dans l'air du temps, le FN évoque une hausse des dépenses de la recherche. Mais la dérive sécuritaire prend le pas sur toutes les dépenses d'avenir : éducation, formation, équipement public. Par exemple, le programme du FN prévoit

la « *suppression de 20 000 personnels administratifs et techniques* » et la « *suppression progressive de la carte scolaire* ».

Le Front National trace ainsi la perspective d'une France sans autre ressort que la peur. Pourtant, la sécurité dépend aujourd'hui de multiples facteurs dont le moindre n'est pas le développement économique, la maîtrise des nouvelles technologies civiles et la qualification de la population. Le Front National est ainsi le fossoyeur de toute ambition nationale.

7/ Les femmes au foyer, pour éduquer de bons travailleurs français soumis à l'exploitation

En matière familiale, Le Pen a une vision pétainiste et réactionnaire. Les femmes sont avant tout considérées comme l'outil de reproduction pour mettre au monde et éduquer de bons Français aptes à l'exploitation par des gentils capitalistes français.

Dans cette perspective il promet d'instaurer un « *salaire parental et un statut juridique pour la mère de famille* » pour qu'elle se consacre « *à l'éducation des enfants* ».

Dans la lignée de cette conception réactionnaire, le FN s'oppose à l'IVG. Dans cette perspective, il demande un « *Référendum sur l'inscription dans la Constitution du caractère sacré de la vie* » et soutient une « *politique de prévention pour réduire le nombre des avortements et relancer la natalité française* ».

Cette opposition n'est pas sans lien avec sa haine vis-à-vis des immigrés : « *Il faut redonner aux prestations familiales un caractère familial et national, et non plus exclusivement social. Les allocations familiales seront réservées aux familles françaises.* »

Cinq idées fausses sur l'immigration

S'agissant de l'immigration, cinq idées fausses sont largement répandues. Le discours lepéniste les alimente particulièrement.

Première idée fausse : l'immigration concernerait uniquement les pays développés

Selon les Nations Unies, près de 175 millions de personnes, soit un peu moins de 3 % de la population mondiale, résident officiellement dans un pays autre que leur lieu de naissance. Le nombre de migrants a plus que doublé depuis 1975. 60 % habitent dans les pays développés et 40 % dans les pays dits en développement.

S'agissant de la présence des immigrés sur le marché du travail, les quatre premiers pays se trouvent en Asie occidentale : Émirats arabes unis (74 %), Koweït (58 %), Jordanie (40 %) et Israël (37 %). En dehors du Canada (avec une proportion d'immigrés de 19 % dans la population active) aucun des grands pays industriels ne figure parmi les vingt premiers selon ce critère.

En ce qui concerne la France, le nombre de nouveaux arrivants est faible à la fois par rapport aux mouvements précédents enregistrés dans notre pays, et aussi en comparaison avec les évolutions récentes dans les pays voisins. Le solde migratoire, c'est-à-dire la différence entre le nombre d'immigrés arrivés et sortis du territoire français, est estimé à environ 100 000 personnes ; ce chiffre est nettement en dessous de ceux enregistrés au cours des années 1960 et 1970. Il est aussi nettement inférieur à ceux enregistrés aujourd'hui dans les pays d'Europe du Sud ou en Allemagne.

Deuxième idée fausse : Les immigrés seraient les pauvres des pays pauvres

Les immigrés ne quittent pas leur terre d'origine pour venir s'installer directement dans les grandes villes et capitales des pays riches. L'immigration est un processus par étapes : l'immigré cherche d'abord un emploi dans son pays ; plus tard, faute de trouver un emploi et s'il en a les moyens, il cherchera à aller plus loin, à commencer le plus souvent par les pays voisins.

Diverses études portant sur la situation sociale qu'occupaient les migrants dans leur pays d'origine avant leur départ confirment qu'ils sont rarement au plus bas de l'échelle sociale et souvent au dessus de la moyenne. D'une manière générale, les migrants représentent par rapport aux non-migrants du pays d'origine une population plus instruite et dotée d'un minimum de ressources pour payer les frais de voyage et d'installation.

Troisième idée fausse : les immigrés seraient responsables du chômage dans les pays d'accueil

Plusieurs études confirment le contraire, qu'il s'agisse de stocks, c'est-à-dire lorsqu'on compare le nombre des immigrés à la population active (qui est la somme de l'emploi et du chômage), ou de flux, autrement dit quand on examine le rapport entre les nouvelles entrées d'immigrés et les variations du chômage. Il faut souligner qu'une partie de ceux qu'on considère, dans le langage courant, comme immigrés, ce sont en fait des nationaux qui, à cause de leur nom ou de la couleur de leur peau sont présentés comme tels.

Lorsqu'on classe les pays en fonction du taux de chômage et de la proportion des étrangers dans la population totale, on constate que dans des pays comme l'Espagne, l'Italie et la Finlande, dans lesquels le taux de chômage est relativement élevé, la part des étrangers dans la population totale est très faible. Inversement, des pays comme le Luxembourg, la Suisse et les États-Unis, qui enregistrent un pourcentage relativement élevé de la population étrangère dans la population totale, connaissent un taux de chômage plus faible.

En ce qui concerne l'analyse en termes de flux, la question est de savoir s'il existe une relation de cause à effet entre l'arrivée de nouveaux immigrés et les évolutions du chômage. Comme cela a été évoqué plus haut, le solde migratoire en France s'estime à environ 100 000 par an. Or, le nombre de licenciements est, en moyenne, trois à quatre fois plus élevé. C'est dire que l'évolution du chômage dépend principalement du comportement des entreprises et de leur politique de recrutement.

Quatrième idée fausse : les immigrés coûteraient aux pays d'accueil plus qu'ils ne rapportent

D'un point de vue éthique, les relations humaines échappent aux calculs comptables et monétaires. Même en termes comptables, aucune étude sérieuse ne permet d'affirmer que les immigrés coûtent plus cher aux pays d'accueil.

De nombreuses études, menées en France et dans les autres grands pays industrialisés confirment le contraire. L'immigration loin de coûter à la Sécurité sociale, contribue à son équilibre financier en raison de la structure de sa population (proportion d'actifs plus grande, faible consommation médicale...). En matière de retraite, l'apport de l'immigration sera dans quelques années indispensable si l'on veut rééquilibrer les régimes. En outre, l'immigration est un facteur d'enrichissement culturel.

Cinquième idée fausse : la France serait envahie par les immigrés

Selon Le Pen, la France serait « *submergée* » par les immigrés. Le leader de l'extrême droite nourrit ici cyniquement une grande confusion entre trois notions : Français, étrangers et immigrés. Cette confusion présente une partie des Français comme immigrés ou étrangers sur la base des critères comme l'appartenance ethnique ou les aspects physiques.

Toute personne ayant la nationalité française est Français, quels que soient son lieu de naissance et/ou la nationalité de ses parents. Sont étrangers les habitants de la France n'ayant pas la nationalité française. Un immigré est Français s'il a obtenu la nationalité française ; on parle alors de Français par acquisition. Il est étranger s'il n'a pas la nationalité française.

La part des étrangers dans la population française est quasiment stable depuis quarante ans, variant entre 5 et 6 % de la population totale.

En 2004, la composition de la population en France métropolitaine était la suivante :

- Population totale : 60,7 millions, dont 3,5 millions étrangers ;
- Français : 57,2 millions, dont 2 millions par acquisition ;
- Étrangers : 3,5 millions, dont 0,5 million nés en France.

Evolution de la population (habitants) de la France métropolitaine

Année	Population (milliers de personnes)	Français de naissance (%)	Français par acquisition (%)	Total Français (%)	Etrangers (%)
1968	49 655	92,1	2,7	94,8	5,3
1975	52 599	90,8	2,6	93,4	6,5
1982	54 296	90,5	2,6	93,1	6,8
1990	56 652	90,5	3,1	93,6	6,3
1999	58 521	90,4	4	94,4	5,6
2004	60 690	91	3,2	94,2	5,8

Source : INSSE, Recensements de la population.

Le FN : ennemi du syndicalisme revendicatif

Le FN est hostile au syndicat revendicatif. En revanche, il cherche à pénétrer le mouvement syndical et créer des syndicats conformistes visant à mobiliser les travailleurs au service du capital. Pour cela, il s'appuie sur les lacunes du système actuel et l'absence d'une véritable démocratie sociale représentative.

Deux exemples montrent bien l'hostilité du FN à l'égard du syndicalisme revendicatif :

- Le mouvement anti-CPE : Le FN était opposé à ce mouvement. Au lendemain de la réussite de ce mouvement, une publication du FN posait la question suivante : « *comment la France peut réussir à se sortir de l'emprise totalitaire des syndicats* ».
- Le FN veut interdire le syndicalisme dans la magistrature ; interdiction qui pourrait être étendue à l'ensemble de la fonction publique. D'ores et déjà, le FN se prononce pour un « *service minimum garanti provisoire dans les services publics en attendant la fin effective de leur monopole* » (il s'agit, dans l'esprit du FN, des droits syndicaux).

Dans cet esprit, le FN envisage « *un grand référendum sur les lois du travail* » pour « *renverser ce système de chantage et de privilèges* ». Il envisage aussi une « *unification des instances représentatives en une seule : les élus du Comité d'Entreprise.* »

Dans la droite ligne de sa stratégie de manipulation, le parti lepéniste prétend que le syndicalisme revendicatif ne défend pas les intérêts des plus démunis, et qualifie le mouvement revendicatif de « *déni de démocratie manifeste* ».

Le FN prend à son compte toutes les accusations et diffamations à l'encontre des syndicats et en profite pour remettre en cause les acquis sociaux : « *la formidable imposture que constitue la propagande des syndicats : le fameux modèle social à la française dont ils sont si fiers est un modèle ultra-déficitaire !* », dit le FN.

Démagogiquement, le FN prétend qu'il ne s'opposera pas au droit de grève ; mais il soumet ce droit à de nombreuses conditions qui conduisent en fait à son interdiction. A partir d'une posture légaliste : « *La grève est un droit, le travail aussi* », le parti lepéniste affirme que « *les piquets de grève illégaux seront interdits* ».

La similitude entre ces affirmations et celles de Nicolas Sarkozy met en exergue la perméabilité des positions entre la droite classique et l'extrême droite et les dangers que cela comporte pour la démocratie en général et particulièrement pour la démocratie sociale.